

1527

COMITE RWANDAIS D'ACTION POUR LA DEMOCRATIE
119, RAHIER
4987 STOUMONT
BELGIQUE

NZABAHIMANA FRANCOIS

LE RWANDA

OU

L'URGENCE POLITIQUE

RAPPORT DE MISSION

27 Août 1994

TABLE DES MATIERES

Se rendre à Kigali, à Goma ou à Bukavu ?	1
La confirmation de génocides	2
La situation dans les camps	3
D'abord établir les responsabilités	7
Introduction	7
Les responsabilités des Nations Unies	8
Les négociations sur le retour des réfugiés	8
Le transport des troupes du FPR	8
L'utilisation de la logistique des Nations Unies	9
La mort des casques bleus belges	9
La communication d'informations militaires	11
Les assassinats en présence de la Minuar	12
La réduction du nombre des casques bleus	12
L'assassinat de témoins...	12
L'appui financier	13
Les responsabilités du FPR	14
La responsabilité de la guerre	14
Les responsabilités des meurtres....	15
Les responsabilités dans les massacres d'intellectuels...	15
Les responsabilités directes du FPR dans la mort de Tutsi	18
Les responsabilités de l'Eglise	20
Autres responsabilités internationales	21
L'Ouganda au Nord et le Burundi au Sud	21
Les pays comme la Belgique et les Etats Unis	21
Les responsabilités individuelles et collectives	23
En ce qui concerne le President Habyarimana ...	23
En ce qui concerne les personnalités du FPR	23
Conclusions	26

ANNEXES

Tract distribué par les organismes d'aide humanitaire
 Commission de la Société Civile Exilée au Nord-Kivu pour un retour...
 Deux mille cinq cents Rwandais arrivent chaque jour... Jean Hélène

SE RENDRE A KIGALI, A GOMA OU A BUKAVU ?

J'ai eu le choix, comme plusieurs autres Rwandais, de partir soit à Kigali soit à Goma. J'ai choisi Goma et Bukavu pour au moins trois raisons principales :

- Je venais d'apprendre que le Gouvernement du FPR avait installé des personnes dans ma maison et comme les officiels du FPR avaient déclaré qu'ils ne faisaient occuper que les maisons des massacreurs...

- Des membres de ma famille avaient été tués et je pensais, et à juste titre, qu'une partie de la famille était dans la zone de sécurité française et à Bukavu.

- Une grande partie de la population se trouvant à Goma et à Bukavu, je voulais prendre contact avec la plupart des collaborateurs pour m'informer avant de prendre la décision d'aller m'installer à Kigali.

Ce rapport de mission effectuée pour le compte du "Comité Rwandais d'Action pour la Démocratie" reprend les propos et impressions retirés de cette visite. En annexe se trouvent :

1. Une copie du tract distribué dans les camps de réfugiés par les organismes d'aide humanitaire.

2. Une note de la société civile intitulée "*Commission de la Société Civile Rwandaise exilée au Nord-Kivu pour un retour rapide, collectif et organisé au pays*"

3. Une copie d'un article de Jean Hélène paru dans le Monde du 17 août 1994: "*Fuyant les exactions commises par le FPR. Deux mille cinq cents Rwandais arrivent chaque jour au Burundi*"

LA CONFIRMATION DE GENOCIDES

A Goma et à Bukavu, la plupart des personnes rencontrées sont formelles, il y a eu des massacres, du jamais vu :

1. Un génocide sur les Batwa dont personne ne parle.
2. Un génocide sur les Hutu, à l'exemple des ressortissants de la préfecture de Byumba, des personnes ont été tuées parce qu'elles étaient Hutu.
3. Un génocide sur les Tutsi, des personnes ont été tuées parce qu'elles étaient Tutsi.
4. Il y a un vide moral : De personnalités ont été tuées, de 1990 à 1994, par ce qu'elles pouvaient jouer un rôle important dans la transition : Gapyisi Emmanuel, Gatabazi Félicien, Bahigiki Emmanuel, M^onseigneur Thaddée Nsengiyumva, Evêque de Kabgayi, des intellectuels, des politiciens, des Bourgmestres, des Conseillers Communaux. Il fallait créer un vide.
5. Il y a eu incompétence (?) ou complicité des Nations Unies qui a favorisé les génocides.
6. Tout le monde a tué : des membres des Forces Armées Rwandaises, le FPR, les Milices des Partis Politiques, les Brigades du FPR et la population hutu et tutsi.

Des personnalités politiques et des militaires ont sauvé et protégé d'autres personnes et des populations hutu et tutsi. Le retour à la normale dans le pays ne peut se faire que si la vérité est établie, que si les responsables, quels qu'ils soient, sont indentifiés et seulement jugés après la mise en place d'un gouvernement reconnu.

LA SITUATION DANS LES CAMPS

La presse n'a pas rendu ou n'a rendu qu'à 1/10 la réalité dans les camps : La mort prend chaque jour des milliers de personnes, elle rôde, elle est là, à chaque instant. Les morts dans trois mois se compteront par millions.

La déchéance humaine est totale : Des cadres de l'administration, des professeurs d'Université, des chercheurs, des chefs d'entreprises, des prêtres, des étudiants, des religieux et des religieuses, des partenaires d'ONG, des paysans, des membres et responsables des syndicats chrétiens ou laïcs, vieux, jeunes, enfants, femmes et hommes... errent indistinctement dans les camps, d'autres sont assis à même la route, comme des zombies, tels des morts sortis des tombeaux... C'est d'autant plus triste que ceux-là, on le sait bien ont été victimes. Les véritables coupables sont ailleurs.

Ce que le Rwanda avait aussi de meilleur ou ce qui en reste d'hommes et de femmes, est anéanti, loin des regards du monde, conscient qu'une propagande savamment orchestrée les a appelé "*tous des massacreurs*" pour les isoler et les maintenir dans cet état. Des employés de l'Union des Banques Populaires du Rwanda qui m'ont "hébergé", regroupés avec leurs familles, pères et mères dorment avec leurs enfants, leurs familles élargies, des inconnus, jeunes, vieux, filles, garçons. Il n'y a plus de familles, il n'y a plus d'identité..., il n'y a plus de "*Banques Populaires*" dans ce local d'une école primaire à Bukavu où tout est déchéance. La délimitation du "*territoire de chaque famille*" est matérialisée par un baluchon posé à même le sol que les plus courageux ont pu amener jusque là. Depuis bientôt 6 mois, ils errent dans leur pays, chassés par une guerre sans pitié et à outrance et sont maintenus "*comme massacreurs*" dans des situations de disparition totale. La plupart a perdu jusqu'à la volonté de se battre pour survivre.

Les relations dans les camps avec les organismes d'aide humanitaire sont tendues, souvent haineuses et dangereuses:

- Les chiffres donnés aux organismes d'aide sont sous estimés à 1/3, pour que les gens rentrent, et ainsi les aides qui arrivent ne suffisent pas.

- La distribution des tracts par les organismes internationaux dont un exemplaire m'a, moi-même aussi, été remis, pour inciter les gens à rentrer est considérée comme un signe de prise de partie. Ce tract reprend en couleur le drapeau des Nations Unies et ceux de certains pays dont les organismes participent à l'opération, au verso est repris en français et en kinyarwanda le texte suivant: *"Je suis Rwandais, je veux retourner au Rwanda mon pays. Pour trouver : sécurité, soins médicaux et eau potable."*

- La conception du FPR, partagée par ces organismes internationaux, de la distribution des vivres le long des routes, les fameux *"relais humanitaires"*, pour encourager le retour est un signe de plus de confusion : *"on met de petits morceaux de viande sur le chemin du retour pour attirer un chien méchant et peureux dans sa cage"*.

- La campagne anti - française et spécialement de l'opération turquoise, alors que celle - ci a permis de sauver des vies humaines dont certaines familles qui sont maintenant à Bukavu et à Goma, est considérée comme une campagne FPR et a été très longtemps relayée par certains organismes humanitaires.

X
Y

- La mise à l'écart des Rwandais dans l'encadrement des réfugiés et les soins aux réfugiés - médecins, infirmières, assistantes sociales, personnels et membres d'ONG... ne facilite pas la communication entre les organismes d'aide humanitaire et la population.

- La pression des Gouvernements des pays dont ces organismes sont originaires sur le Gouvernement de Kinshasa afin de faire chasser les réfugiés est aussi interprétée comme un signe de prise de position en faveur du FPR.

Les organismes d'aide humanitaire ont des problèmes importants, car tout est symbole et image à l'instar de la perception que les gens ont des radios qui émettent en direction des réfugiés :

- La radio *"Agatashya"* de *" Reporters sans Frontière"*, considérée comme neutre est réellement utile car diffusant les nouvelles et des conseils pratiques sur la vie des camps.

- La radio *"Maendeleo"*, une petite radio d'ONG de Bukavu, émettant dans un studio insonorisé par des emballages d'oeuf, est

Y

1523

extrêmement écoutée : elle était déjà connue par certains avant leur arrivée et elle laisse passer des communiqués concernant les familles et la vie dans les camps.

- L'action de la radio "Amahoro" est mal perçue : certains de ces speakers sont considérés comme des proches de Mr. Faustin Twagirimungu, Premier Ministre du Gouvernement du FPR, la radio a eu le malheur de diffuser des chansons qui passent régulièrement à la radio "Muhabura" du FPR".

- La radio "RTLM" n'émet plus depuis début juillet 1994

Les gens ont l'impression que la Communauté Internationale les a pris en otage et sous estime leur propre volonté avec l'intention délibérée de les isoler et de ne pas faire entendre leurs opinions par des propagandes du genre: " *Les officiels du gouvernement intérimaire les tiennent en otage et la campagne de la Radio Libre des Mille Collines les empêchent de rentrer*". En réalité, le Gouvernement Interimaire ne parvient plus à communiquer du fait des infrastructures de communication pratiquement inexistantes au Zaïre. Le contact et l'information pour 4.000.000 de personnes sont très difficiles. Une partie du gouvernement vit à Kinshasa, une autre à Bukavu et une autre à Goma; les Forces Armées Rwandaises sont depuis un certain temps regroupées. Les informations sur les exactions du FPR qui proviennent surtout de personnes qui reviennent de l'intérieur du pays se répandent très vite dans les camps et sont très déterminantes.

Les personnes interrogées pour savoir réellement pour quoi elles ne rentrent pas répondent : " *pour les mêmes raisons qui nous ont fait fuir : la peur de la guerre, le refus d'une solution FPR, la peur aussi que les responsabilités ne soient pas correctement établies, que les vrais coupables ne soient pas punis et que de ce fait la guerre reprenne.*" Le cas des Rwandais de Byumba, limitrophe de l'Ouganda, en fuite depuis 1990 et maintenant à Bukavu au Zaïre après avoir vécu dans tous les camps du pays de 1990 à 1994, est très significatif et mérite une étude particulière.

Ceux qui sont dans les camps sont fatigués mais déterminés : au delà des pillages que l'on a montré à la télévision, la population Zaïroise les a bien accueillis. Ils ne partiront pas tant que le FPR est seul au pouvoir.

Certains depuis trois semaines n'ont pas, pour la première fois depuis bientôt 6 mois, entendu des coups de canon. *"Après tout, disent-ils, depuis le 6 avril 1994 nous avons dormi en dehors de nos maisons, dans les marais, dans les bananeraies. Pour être catastrophique et mortelle, la situation n'est pas nouvelle. La Communauté Internationale, travaillée par la progande du FPR, a décidé de nous maintenir dans ces conditions."* Ils demandent que les médias occidentaux puissent venir, y compris ceux que la propagande en Europe empêchent d'aller à Goma et à Bukavu. Ils demandent qu'ils puissent avoir des visas pour voyager, enfin d'expliquer et d'informer car il y a en plus d'un embargo sur les armes, un embargo humanitaire et un embargo sur les visas. Ils demandent que les victimes et les témoins ne continuent plus à être considérés comme des assassins mais soient protégés pour contribuer à la recherche de la vérité.

Enfin, après le départ des Français, de l'opération turquoise, les familles qui étaient restées à Kibuye, Gikongoro et Cyangugu se retrouvent et se regroupent. Bukavu, Goma et l'Ile Idjwi sont devenus des lieux de regroupement familial. La mesure prise de fermer les frontières a séparé les familles et la MINUAR II qui a supervisé l'opération a trouvé là sa première occasion de perdre sa crédibilité et son image de neutralité. La fermeture des frontières n'empêchait pas certains de traverser pendant la nuit par pirogue. Ils ont payé les seuls sous qui leur restaient, c'est tout : 10.000 frs pour 10 mètres.

Les gens semblent s'installer dans une logique de long terme. La saison des pluies approche, beaucoup vont mourrir, certains vont rentrer, plusieurs vont rester. Le Zaïre est immense et peut-être fertile, la population qui s'y installe est agricole, dans le Sud-Kivu elle a la confiance des Bashi... le FPR pourra attendre 5 ans !

D'ABORD ETABLIR LES RESPONSABILITES

INTRODUCTION

Si les personnes rencontrées à Goma et à Bukavu acceptent volontiers d'identifier et de condamner les responsables des massacres, ils considèrent que la vérité n'a été dite qu'à moitié, car il faut établir les responsabilités du FPR, des Nations Unies, de l'Eglise et de ce que, dans cette sordide guerre, on n'a appris à appeler anonymement la Communauté Internationale. Il y a eu *GENOCIDES*, il y a eu destruction d'un pays, il y a eu déchéance d'un peuple. ***La recherche de la vérité est la seule qui puisse permettre une quelconque réparation. Elle ne doit épargner aucun homme politique, aucun parti politique, aucun pays aussi fort soit-il. Seule la vérité permettra un retour à la vie politique, économique, sociale et religieuse.***

Ci-dessous sont livrés le résumé et les impressions des entretiens que j'ai eus avec les personnes rencontrées.

Le gouvernement du FPR issu d'une guerre meurtrière ne peut donner à la population aucune garantie. Il faut plutôt chercher des solutions politiques pouvant garantir la sécurité à long terme : aussi bien la sécurité institutionnelle que militaire.

Par ailleurs, personne ne pourra prétendre avoir résolu les problèmes qui sont à base de la genèse du conflit au Rwanda sans résoudre les problèmes de pouvoir au Burundi et sans rétablir dans ses droits les partis qui ont gagné les élections. Une solution qui maintient une partie de la population en dehors du pays est en soi génératrice de conflits régionaux beaucoup plus meurtriers que celui que nous venons de connaître.

LES RESPONSABILITES DES NATIONS UNIES

1. Les négociations sur le retour des réfugiés

Pendant cette guerre les Nations Unies ont été omniprésentes. A travers les décisions qu'elles ont prises elles ont influencé le cours des événements soit directement soit indirectement par les organisations apparentées.

La première responsabilité de l'ONU au Rwanda dans le cadre de cette guerre, s'établit par sa participation dans les négociations sur le retour des réfugiés, négociations menées avant le 1er octobre 1990 date de la première attaque du FPR. Plusieurs Rwandais se seraient attendus à ce que les Nations Unies, et spécialement le Haut Commissariat aux Réfugiés, aient pu informé suffisamment les pays décideurs pour permettre de stopper une attaque conduite par des officiers de l'armée Ougandaise et soutenue clairement par l'Ouganda. Déjà, à ce niveau, les Nations Unies et spécialement le Haut Commissariat aux Réfugiés prenaient une responsabilité internationale grave.

Dans ce rapport, nous ne rappellerons pas les manquements des Nations Unies dans tout le processus, nous nous limiterons seulement à ceux qui ont trait aux événements récents.

2. Le transport des troupes du FPR

Les troupes des Nations Unies ont joué un rôle important dans l'escorte des troupes du FPR de Mulindi à Kigali. Il avait été prévu dans les accords d'Arusha que le FPR n'introduise à Kigali que 600 personnes, or il est actuellement établi que le FPR avait introduit avant le 6 avril 1994 plus de 600 personnes. Plusieurs observateurs parlent de 2.000 personnes. Cette augmentation d'effectifs entre le 28 décembre 1993 et le 6 avril 1994 n'a été rendue possible que grâce à l'escorte des militaires du FPR par les Casques Bleus. Des armes ont été introduites à Rutongo et à Kigali grâce à la couverture et sous escorte des casques bleus.

3000

3. L'utilisation de la logistique des Nations Unies

Tout au long de cette guerre, à partir du 6 avril 1994, des combats violents ont eu lieu à partir des positions tenues auparavant par les Casques Bleus : les maisons louées par la Minuar à Nyamirambo, à Rebero l'Horizon, à Kicukiro, à Kimihurura, à l'hôtel méridien et au stade Amahoro aux mains des casques bleus avant le 6 avril ont servi de positions renforcées du FPR. Des positions tenues par les Casques Bleus ont été utilisées par une des parties en conflit sans qu'il y ait dénonciation des Nations Unies. Bien plus, plusieurs personnes, militaires et civils, interrogées affirment que les Casques Bleus ont facilité les déplacements des troupes du FPR à Kigali et à l'intérieur du pays.

4. La mort des casques bleus belges

Les casques bleus Belges ont été tués par des militaires Rwandais. C'est un fait connu. Les responsables doivent être identifiés et jugés. Par contre ce qui n'a pas été dit c'est que lorsque les Casques Bleus ont été envoyés pour conduire le Premier Ministre Agathe Uwilingiyimana prononcer un discours à la Radio, le commandement des Casques Bleus ne pouvaient pas ignorer qu'ils les envoyaient dans *une mission sans retour*.

En effet :

- Il était connu que Madame Uwilingiyimana Agathe avait tenu chez elle, le 4 avril 1994 une réunion de militaires, dont un officier supérieur qui est prêt à témoigner, pour leur demander de faire un coup d'Etat contre le Président Habyarimana. Cette réunion s'est terminée en queue de poisson et les discussions qui s'y sont tenues ont été directement connues de l'extérieur, des officiers de l'Etat Major en ont parlé.

- Le Commandement des Casques Bleus n'ignorent pas que l'action de Madame Agathe Uwilingiyimana était bien une tentative de coup d'Etat qui vaut souvent une condamnation à mort. Par le fait d'avoir tenu la réunion pour demander à des militaires de faire un coup d'Etat, dès l'attentat qui a coûté la vie au Président Habyarimana Juvénal deux jours après, Madame Uwilingiyimana Agathe était particulièrement désignée comme complice des auteurs de cet attentat. Le Commandement de la Minuar devait le savoir, Mme Agathe Uwilingiyimana était une cible.

1528

- Déjà, dans la nuit du 6 avril des incidents avaient opposé des militaires casques bleus belges à des militaires rwandais. Des militaires belges avaient déjà eu des problèmes en tentant de s'approcher de l'épave de l'avion présidentiel.

Le commandement de la Minuar devait savoir que des militaires belges pour amener Madame Uwilingiyimana Agathe prononcer un discours à la radio devaient franchir les barrages des militaires rwandais se trouvant:

1. Devant la résidence présidentielle à Kiyovu.
2. Entre la Préfecture de la Ville de Kigali et les Bâtiments de la Soras.
3. En face du Ministère de la Défense et devant l'ambassade des Etats Unis d'Amérique.
4. A la radio même.

Pourquoi, ne pouvait-on pas amener les journalistes faire des enregistrements chez Agathe Uwilingiyimana comme cela se fait en pareille circonstance ? Pourquoi Mme Uwilingiyimana Agathe ne pouvait pas être escortée par les casques bleus ghanéens qui étaient déjà chez elle et qui pouvaient être renforcés par les casques bleus du détachement se trouvant derrière les bâtiments de la Radio Rwanda à 600 mètres de sa résidence?

Des casques bleus belges ont été envoyés chez une personne que l'on savait condamnée à mort, sans moyens de protection supplémentaires, au moment où d'autres détachements de casques bleus moins ciblés se regroupaient dans des positions renforcées sous escorte de blindés. La personne qui a pris la décision d'envoyer les casques bleus belges, le 7 avril a-t-elle fait une simple erreur d'appréciation, de négligence ou s'agissait-il d'une volonté délibérée de manipuler la situation?

En tout cas, sans excuser ceux qui ont tué les casques bleus, cette erreur a beaucoup pesé dans le déroulement des événements de ces 5 derniers mois au Rwanda. Les paroles d'une des personnes concernées et ayant vécu de près les événements plaident elles aussi en faveur de l'ouverture d'une enquête plus approfondie sur les responsabilités du commandement de la Minuar : *"Nous n'étions pas partis pour cela ! Et nous avons été surpris par une action manifestement planifiée. Ainsi, nous étions dispersés en 14 implantations; nous avons été immédiatement coupés les uns des autres. C'est ce qui explique les tergiversations du*

début; là où se situe la mort de nos huit soldats. Nous avons tous entendu à la radio le début de la conversation du lieutenant Lottin, mais il a fallu une journée avant d'apprendre qu'ils avaient été abattus.

Néanmoins, sitôt après, nous aurions pu nous adapter à la situation nouvelle, nous étions capables; cela nous était interdit au non|de la non-intervention dans les affaires d'un Etat. Il a fallu que nos soldats, parce que Casques Bleus - acceptent sans broncher qu'on massacre sous leurs yeux." Michel Quertemont, aumônier des para-commandos, dans "Eglise de Liège", 06 / 1994, propos recueillis par J.-M. Bienvenu. Beaucoup de Rwandais veulent aussi savoir. Comprendre pourquoi et comment les casques bleus sont morts c'est permettre une réconciliation nécessaire entre nos deux pays !

5. La communication d'informations militaires

Pendant cette guerre, toute la stratégie a été d'isoler le pays pour que les massacres se fassent "à huis clos" ou plutôt pour que l'on ne voit que ce que le FPR veut bien montrer. Beaucoup d'efforts ont été faits pour faire partir en premier lieu les expatriés et les ambassades. Des informations militaires ont été communiquées entre le 7 et le 12 avril 1994 aux ambassades par le commandement de la Minuar pour les inciter à partir. D'autres informations stratégiques qui ont induit en erreur et visant à isoler le pays avant la victoire militaire finale ont été régulièrement diffusées par la Minuar. Les personnes rencontrées à Goma et à Bukavu considèrent que le rôle joué à ce niveau par la Minuar a été préjudiciable au pays.

6. Les assassinats en présence de la Minuar

Plusieurs personnes ont été tué à Kigali. Des dénonciations ont été faites par la Minuar et par les organismes de Droits de l'Homme. Par contre, la communauté internationale n'a pas été suffisamment informée par la Minuar des meurtres commis par le FPR sur des personnes se trouvant même sous sa protection dès les premiers jours de la reprise des hostilités. A ce sujet la liste des personnes enlevées au Stade Amahoro ou à l'Hôpital Roi Fayçal est importante. Les deux sites étaient sous la garde des Nations Unies qui n'a pas fait écho de ces meurtres et qui n'a pas protesté.

7. La réduction du nombre des casques bleus

Il est clair que plusieurs personnes ont mal ressenti la réduction de l'effectif des casques bleus du Rwanda de 2.500 à 270 hommes. Ils pouvaient jouer un rôle important pour sauver des vies humaines et pour influencer positivement l'arrêt des combats. Cette action avait une double portée : une fois que la supériorité militaire du FPR et de ses alliés étaient établies, il s'agissait de laisser faire pour arriver à la victoire finale d'une part et d'éloigner les contingents qui risquaient de se désolidariser du FPR d'autre part.

8. L'assassinat de témoins ou de personnalités politiques et religieuses

Au Rwanda, plusieurs personnes sont mortes, parce qu'elles étaient témoins : par exemple le Père Vlamajo et les Prêtres de Byumba, ou le Capitaine Casque Bleus Sénégalais qui faisait courir un risque énorme par le fait du rôle stratégique qu'il a joué en essayant de sauver des vies humaines et en essayant d'amener les deux parties à négocier. Ces meurtres ne sont pas le fruit d'une malchance ou d'une maladresse de tireurs isolés ou "d'obus égarés" mais bien d'une action décidée.

Il en est de même du meurtre des Evêques à Byimana. L'Evêque le plus ciblé n'était pas celui de Byumba ou l'Archevêque de Kigali, mais bien l'Evêque de Kabgayi, Monseigneur Thaddée Nsengiyumva qui avait joué antérieurement un rôle important dans les négociations et la recherche de la paix : organisation et participation à des rencontres de la jeunesse des partis politiques et de celle du FPR; réunions des différentes parties en conflit, prises de position par ses écrits, formation à la démocratie, dénonciations de forfaits pendant la guerre, propositions de négociation...

Au moment où le FPR proclamait qu'il ne "*voulait pas négocier avec les assassins*", le nom de l'Evêque de Kabgayi était avancé pour servir de médiateur au nom de la société civile. L'Evêque de Kabgayi, Monseigneur Thaddée Nsengiyumva, n'est pas mort par accident, il ne fallait pas donner une chance à une alternative avant la victoire finale.

Il est clair que la dénonciation de ces meurtres par les Nations Unies aurait permis sans aucun doute de connaître une bonne partie de la réalité et peut être de limiter les dégâts.

9. Appui financier.

Aujourd'hui, où il est question de discuter du retour des réfugiés et du renforcement de la Minuar, les forces des Nations Unies à Kigali fournissent les frais de fonctionnement au Gouvernement du FPR : "*we are getting some dollars via the UN forces....*", déclaration du Deputy Finance Minister, in Daily Nation, Friday, August 19, 1994. Les forces des Nations Unies ne peuvent inspirer confiance à aucun réfugié si leur rôle pendant la guerre n'est pas clarifié.

LES RESPONSABILITES DU FPR

1. La responsabilité de la guerre

Cette guerre depuis le 1er octobre 1990 a été sans pitié. Elle n'a rien épargnée. Elle a été savamment menée par ceux qui l'ont conçue. Pour plusieurs personnes à Bukavu et à Goma le début de leurs misères est là et le FPR en sera toujours le premier responsable. Les parents d'enfants étudiants recrutés par le FPR depuis 1990 mettant ainsi leurs familles en danger portent plainte.

La responsabilité du FPR, dans la guerre contre le Rwanda, pays qui n'avait connu pareil exode et pareille sauvagerie est claire. Il n'est pas inutile de rappeler ce que l'AFP écrit dans LE SOIR du 11 avril 1994 sous le titre : **Les massacres entre ethnies pour tradition nationale** : "Le Rwanda est depuis une trentaine d'années le théâtre de massacres inter-ethniques entre Hutus (majoritaires) et Tutsi. Le Burundi voisin, où la situation est actuellement calme, a lui aussi connu de multiples affrontements entre ces deux ethnies, qui ont fait plusieurs centaines de milliers de morts.

- En novembre 1959, la rivalité historique entre les deux principales ethnies du Rwanda éclate au grand jour: les paysans hutus se révoltent contre leurs anciens féodaux tutsis, dont plusieurs milliers sont massacrés.

- Fin 1963, un an et demi après l'indépendance du Rwanda (juillet 1962) qui voit l'accession au pouvoir des Hutus, des Tutsis venus principalement du Burundi multiplient les raids en direction de Kigali. La répression fera entre 10.000 et 20.000 victimes chez les Tutsis, selon les sources, suivie d'un exode massif de Tutsis (plus de 100.000) vers le Burundi.

- Dix ans plus tard, entre décembre 1972 et février 1973, d'élèves et des étudiants hutus attaquent dans plusieurs établissements leurs collègues tutsis, à qui ils reprochent d'être trop nombreux. Il s'ensuit de nouveaux massacres de Tutsis, qui font quelque 300 morts."

briga

Le FPR connaît très bien l'histoire du pays. Il est étonnant que certains Hutu, extrémistes en 1972-1973 "dits modérés" aujourd'hui et ayant orchestré les événements anti-tutsi de 1972 et 1973 tels Messieurs Alexis Kanyarengwe, Pasteur Bizimungu, Aloys Nsekaliye, le Dr Zilimwabagabo - Karakara - et bien d'autres, se retrouvent aujourd'hui dans les rangs du FPR défenseur des Tutsi. Il est aussi significatif que la source citée, LE SOIR, ne signale pas d'événements anti-tutsi de 1974 à octobre 1990.

Pour plusieurs Rwandais cette alliance FPR - extrémistes Hutu, est des plus étonnantes et il serait utile de connaître leur rôle dans le recrutement des membres Hutu de la jeunesse du FPR infiltrés dans les jeunesses des Partis MRND et MDR-tendance Twagiramungu et quel a été leur rôle ainsi que celui de leurs partisans militaires ou civils dans les massacres que nous venons de connaître.

2. Les responsabilités des meurtres et des massacres avant le 6 avril

Comme il a été dit plus haut, les ressortissants de la préfecture de Byumba ont vécu depuis octobre 1990 des situations spécifiques d'un conflit intense et long. Une personne de Byumba, rencontrée à Bukavu ne dénombre actuellement que 5 membres de sa famille - famille non nucléaire - d'environ 80 personnes avant octobre 1990. Il est clair que pour lui et plusieurs rwandais, le FPR doit être tenu pour responsable des massacres des populations à Byumba et à Ruhengeri et des groupes de personnes, massacres réalisés avant le 6 avril 1994. Le FPR doit être aussi responsable d'avoir tenu pendant 3 ans des groupes de personnes, femmes, enfants et familles entières dans des camps où la survie n'était pas possible entraînant ainsi leur disparition.

3. Les responsabilités dans les massacres d'intellectuels et de politiciens Hutu.

Dès la reprise des combats le 6 avril 1994, des familles tutsi ont été massacrées parce qu'elles étaient proches du FPR ou tout simplement parce qu'elles étaient tutsi. Les commanditaires et les auteurs de ces actions doivent être indentifiés et condamnés. Cela ne fait aucun doute et doit à chaque fois être réaffirmé.

Mais, ce qui n'a pas été dit, c'est que doivent être aussi identifiés et condamnés et surtout écartés de la gestion future du pays les commanditaires et les responsables des massacres des familles hutu parce qu'elles étaient proches d'un quelconque parti politique ou parce qu'elles étaient hutu. Ceux-là, les organismes de Droits de l'Homme n'en ont pas encore parlé et c'est pourquoi nous ne citerons ici que quelques personnes tuées avec leurs familles entre le 6 et le 9 avril 1994 par le FPR. La connaissance des ces faits commis par le FPR aurait sans aucun doute permis à la communauté internationale de décider autrement sur son appui au FPR.

1. Mr. Bariyanga Sylvestre, son épouse et ses 5 enfants tués le 7 dans leur maison à Remera.
2. Colonel en retraite Hakizimana Pontien, son épouse et ses 6 enfants, tués le 7 à Remera. Celui-ci est le frère de Monseigneur Ruzindana, Evêque de Byumba, tué par le FPR à Byimana.
3. Mme Nubaha et ses 4 enfants tués dans leur maison le 7 à Remera.
4. Mr. Munyangabe Marcel, son épouse et 2 de ses enfants tués le 7.
5. Mr. Habarushaka Claudien, ancien Préfet de Kigali, tué chez lui à Remera le 9 après la fuite de son épouse et enfants.
6. Mr. Mujyanama Théoneste, ancien Ministre de la Justice, son épouse et ses 4 enfants tués le 9 à Remera.
7. Mr. Bigaya Mathias, son épouse et ses 4 enfants tués le 9.
8. Epouse Sekagina Faustin et ses 4 enfants tués à Remera le 8.
9. Dr. Agronome Habimana Aloys, son épouse et ses 4 enfants tués à Remera, le 8.
10. Le Pharmacien Nsengimana Théodore, son épouse et ses 3 enfants tués le 9.
11. Maître Bizimana Paul, son épouse et ses 3 enfants, tués à Remera, le 8.

12. Mr. Bahigiki Emmanuel, son épouse et ses 3 enfants tués le 9 à Remera. Emmanuel a été professeur à l'Université Nationale du Rwanda et membre de conseils d'administration de plusieurs ONG. Il était Président du conseil d'administration du Centre de Formation et de Recherche Coopératives-Iwacu.

13. Epouse et 4 enfants de Mr. Munyamasoko Jean Damascène.

14. Mr. Ngendahimana Charles, frère de Gapyisi Emmanuel assassiné le 18 mai 1993. Conduit au Stade Amahoro sous la garde de la Minuar, Mr. Ngendahimana Charles a été tué après.

15. Mr. Semana Philibert Emmanuel, son épouse et ses 4 enfants, tués à Remera le 8.

16. Mr. Nteziyaremye Désiré, Ingénieur Agronome, tué à Remera le 8.

17. Mr. Mbanzarugamba Félicien, Juriste, cadre de la Bralirwa, son épouse, ses 5 enfants et 70 personnes (enfants, femmes et hommes) réfugiées chez eux pensant que la Minuar pouvait les sauver plus facilement une fois regroupés, tués à Remera le 7.

18. Mr. Gahutu Jean, cadre de la Banque Nationale du Rwanda, son épouse et 3 de ses enfants tués à Remera le 8.

Une enquête est nécessaire aussi sur les personnes enlevées par le FPR pour savoir si elles sont toujours en vie, pourquoi et dans quelles conditions elles ont été détenues.

Il est clair que la liste est plus longue. Seule une enquête pour établir les responsabilités et un jugement juste des responsables pourront permettre d'établir la confiance nécessaire à un retour des réfugiés. En tenant compte de ce qu'ils connaissent du FPR et peut être que la communauté internationale ignore, ils ont l'impression qu'on ne leur laisse aucun choix. Contrairement à un message publicitaire diffusé sur les antennes de TF1 au moment où le FPR s'installait à Kigali : " *aujourd'hui les Rwandais ont le choix entre les massacreurs et les autres...*" Non, aujourd'hui ils n'ont pas le choix.

Les personnes rencontrées posent des questions sur la non diffusion des exactions commises par le FPR les premiers jours du

conflit : est-ce le fait d'avoir manqué d'informations ou est-ce parce qu'une des personnalités clés ayant conseillé les organisations des Droits de l'Homme au moment du conflit, Mr. Nkubito Alphonse qui se retrouve Ministre de la Justice dans le Gouvernement du FPR, une des parties en conflit, a filtré ou influencé les informations transmises ou les positions des ONG ou d'autres organisations avec lesquelles il a travaillé pendant la guerre ? Dans tous les cas, l'impartialité d'Amnistie Internationale et son image de neutralité sont sérieusement remis en cause. *Seule une enquête sur le rôle joué par Nkubito Alphonse dans les informations qui ont circulé ou qui n'ont pas été diffusées en Europe pourra permettre de rétablir une certaine confiance dans l'impartialité des organismes des Droits de l'Homme et dans la "Justice" du nouveau ministre de la Justice du FPR* . Le travail des observateurs des Droits de l'Homme tel que conçu dans l'état actuel des choses risque de se heurter à une barrière d'incompréhension si une enquête sérieuse n'est pas d'abord menée sur les exactions commises par le FPR et pour savoir pourquoi ses exactions n'ont pas été communiquées au public dès le début des combats.

4. La responsabilité directe du FPR dans la mort de Tutsi

Il est clair que des Tutsi ont été tué par la population, les milices, des membres de l'armée rwandaise. Mais des témoins fiables et qui peuvent être interrogés rapportent que des groupes des *interahamwe* étaient composés de Tutsi. Cette participation n'était pas forcée et ne datait pas du 6 avril 1994. Des personnes d'une grande fiabilité rapportent que des groupes *Interahamwe* ont conduit des familles Tutsi soit à l'Hôtel des 1.000 Collines, soit à la Paroisse Sainte Famille et que même ils tenaient des barrières à des endroits précis tel dans le quartier Kiyovu. Quel a été leur rôle dans les massacres et l'infiltration des lignes arrières de l'armée Rwandaise ?

Il est maintenant établi que le FPR a tiré, avec précision et d'une façon soutenue, sur des endroits qu'il savait bien abriter des groupes importants de Tutsi, l'Eglise Saint-Famille - environ 18.000 personnes dont 2/3 de Tutsi - et l'hôpital de la Croix-Rouge pour ne citer que ceux là.

Des témoins, paysans, rapportent aussi avoir assisté à des scènes où le FPR a tiré et tué des groupes de personnes rassemblées dans des Eglises. Ces témoins sont disponibles.

Le FPR a attiré des Tutsi dans des endroits ciblés. Un communiqué à la Radio *Muhabura* du FPR a invité à un certain moment

"des Tutsi qui se sentent menacés à rejoindre la maison des frères Joséphites, la Paroisse Saint André et la Paroisse Sainte Famille". C'est dire que le FPR désignait les endroits cibles. Pour plusieurs personnes rencontrées, "il fallait qu'on massacre, qu'on tue en direct, il fallait dès le début et jusqu'à la victoire finale que ce soit suffisamment médiatisé pour que l'opinion en Europe empêche vos alliés traditionnels Belges et Français d'intervenir. Vous êtes tombés dans le piège." Roger Meys.

Ces événements nous ont été rapportés par des témoins directs non liés aux massacres, mais plutôt eux-mêmes victimes des massacres des uns et des autres. Ils peuvent être consultés par les organisations professionnelles habilitées pour vérification car le retour normal au pays ne peut se réaliser que si la vérité est connue et que les responsables quels qu'ils soient sont identifiés et jugés. Toutes les responsabilités du FPR doivent être établies au même titre que celles des Forces Armées Rwandaises et des autres formations politiques.

AUTRES RESPONSABILITES INTERNATIONALES

1. L'Ouganda au Nord et le Burundi au Sud

Il est clair que cette guerre a été coûteuse et qu'elle n'a pas été menée seulement par deux armées qui se battent suite à la mort d'un Président mais qui suivaient des scénarios bien établis depuis longtemps de part et d'autre avec l'appui de pays étrangers.

La guerre a été financée et appuyée par des pays qui sont aujourd'hui bien connus. Si des organismes comme "Human Rights/Africa Watch" ont démontré les filières d'achat d'armes des Forces Armées Rwandaises et ont parlé de la France, les réfugiés rencontrés demandent que le même exercice soit effectué en ce qui concerne les filières du FPR et des pays dont l'Ouganda qui le soutiennent et qui l'arment car les moyens mis par le FPR pour arriver à la victoire finale ne proviennent pas simplement des cotisations de la *diaspora* tutsi.

Personne au Rwanda, sauf peut-être les militaires du FPR, ne se sentira longtemps en confiance et en sécurité entre la puissance militaire de l'Ouganda voisin au nord et celle non moins importante de l'armée Burundaise au Sud, car il n'est plus nécessaire d'établir la complicité de ces deux armées dans le recrutement et l'entraînement des effectifs du FPR et l'utilisation de la logistique de l'armée Ougandaise et Burundaise pendant toute la guerre.

2. Les pays comme la Belgique et les Etats Unis

Il serait honnête de dire que plusieurs personnes rencontrées parlent de l'implication de la Belgique et des Etats Unis. Les arguments qui m'ont été remis peuvent être assez pertinents pour certains mais ne m'ont pas convaincu et je ne voudrais pas m'en faire écho dans ce rapport.

Toutefois certains réfugiés rencontrés souhaitent que la lumière soit faite sur une quelconque implication de ces deux pays car seule elle permettra d'établir la confiance nécessaire à la reconstruction. *Plusieurs Rwandais sont convaincus que la Belgique et le Rwanda resteront pour longtemps des pays partenaires, mais l'avenir ne pourra*

LES RESPONSABILITES DE L'EGLISE

L'Eglise au Rwanda a beaucoup souffert pendant cette guerre. Des prêtres, des religieuses et des religieux, tutsi ou hutu ont été assassinés. Des civils, des personnes qui s'étaient réfugiées dans des endroits sacrés ont été tuées. Les Eglises ont servi d'endroits de "meetings" en temps de guerre - tels à Byumba ou ailleurs - sans protestations énergiques. La presse internationale est allée même jusqu'à traiter certains Evêques de massacreurs et d'assassins. Le meurtre des Evêques a été entouré d'un certain silence.

Les prêtres rencontrés expriment leurs indignations devant l'isolement dont ils ont été l'objet pendant cette guerre et pourtant, ils pouvaient, en étant écoutés, peut-être contribuer à faire arrêter la guerre. Certains d'entre eux ont même été de témoins directs et ont vécu au jour le jour dans l'horreur de Kigali abandonné, tel l'Abbé de la Paroisse Sainte - Famille, témoin privilégié et maintenant abandonné aux mains de ceux là même qui ont profané l'Eglise.

L'Eglise est néanmoins toujours sollicitée dans les camps des réfugiés mais il lui sera nécessaire d'expliquer les silences sur les recrutements d'étudiants et de jeunes effectués par des membres du clergé pour le compte du FPR et les complicités individuelles ou collectives avec les parties en conflit. Aujourd'hui des preuves de ces transactions existent, les noms de religieux impliqués sont connus, il appartiendra à l'Eglise de faire elle - même son examen de conscience et de contribuer à la recherche de la vérité.

se bâtir que dans la transparence et que si des efforts sont faits pour montrer s'il y a eu malentendus et réelles manipulations.

Au cas où il y aurait eu collaboration et encouragement à l'une des parties en conflit, les responsabilités doivent être connues pour enlever tout hypothèque à des relations historiques et futures entre Belges et Rwandais. Les différends entre gouvernements doivent pouvoir se régler sans mettre fin à des relations entre des populations historiquement proches et liés.

A titre d'exemple certaines personnes rencontrées souhaitent qu'il soit établi si la mesure prise d'enlever la contrainte de visas pour des ressortissants belges qui se rendent en Ouganda et Ougandais qui se rendent en Belgique, mesure prise en novembre 1993, un mois avant l'arrivée des troupes du FPR à Kigali et 5 mois avant la mort du Président Habyarimana, aurait facilité le passage de mercenaires signalés aux côtés du FPR pendant la guerre.

Selon les réfugiés rencontrés, le rôle et les responsabilités de la Minuar et des Nations Unis vont de pair avec ceux des Etats Unis étant donné le rôle important qu'ils jouent dans les organisations des Nations Unies. A ce niveau non plus je ne me ferais pas écho des arguments reçus mais plusieurs personnes demandent qu'une enquête établisse les raisons de la fermeture de l'Ambassade du Rwanda à Washington quelques jours avant la prise de Kigali par les troupes du FPR, alors que son personnel avait été nommé bien longtemps avant la reprise des conflits et qu'à leur connaissance il n'était pas directement impliqué dans les massacres.

LES RESPONSABILITES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Depuis le 1er octobre 1990 jusqu'au 6 avril 1994, le pays a connu des événements de stress nouveaux tels des massacres collectifs répétés, des attentats et assassinats d'hommes politiques, des explosions de bombes dans des marchés, des véhicules de transports en commun, des lieux et des bâtiments publics... Le Rwanda vient d'en faire l'expérience, et il risque d'en être de même au Burundi, ces événements ont contribué à un conditionnement de la population dont le résultat n'a pu se mesurer qu'à l'ampleur des massacres.

Les responsabilités de ces actions ont été rapidement mises sur le compte soit du Président Habyarimana et de son entourage soit sur celui du FPR et de ses collaborateurs. Plusieurs réfugiés rencontrés demandent que des enquêtes puissent être menées pour pouvoir connaître les commanditaires et les auteurs de ces actes criminels pour éviter qu'ils ne reprennent avec la même ampleur et la même impunité mettant en péril tout processus de reconstruction et de réconciliation nationale.

C'est pourquoi, ils demandent que des enquêtes soient menées pour connaître la vérité sur les faits suivants:

1. En ce qui concerne le Président Habyarimana et son entourage

Les responsabilités des massacres commis entre le 1er octobre 1990 et le 6 avril 1994 dans les Préfectures de Ruhengeri, Byumba, au Bugesera et sur les Bagogwe; les responsabilités des assassinats politiques spécialement d'Emmanuel Gapyisi et Félicien Gatabazi doivent être établies aussi que celles des personnes liées au réseau communément appelés *l'escadron de la mort* et qui serait structuré au tour du Colonel Bagosora.

2. En ce qui concerne les personnalités du FPR

Les responsables politiques et militaires - le Général Kagame et Mr. Pasteur Bizimungu du FPR doivent nécessairement répondre des griefs qui seront reprochés au FPR. On ne peut simplement se mettre derrière le gouvernement du FPR sans que les personnalités

suivantes, au même titre que les autres, répondent des faits qui leur sont reprochés avant qu'ils bénéficient de la confiance de la population :

Pour les meurtres des politiciens.

a) Messieurs Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du Gouvernement du FPR, Seth Sendashonga, Ministre du FPR et le Major Karenzi, officier supérieur de l'armée du FPR : pour caution, complicité, organisation et réalisation du meurtre de Mr. Gapyisi Emmanuel.

b) Messieurs Faustin Twagiramungu, Nayinzira Jean Népomuscène, Ministre du FPR et le Major Karenzi, officier du FPR : pour complicité, organisation et réalisation du meurtre de Mr. Gatabazi Félicien alors Ministre des Travaux Publics et de l'Energie.

c) Mr. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre et le Major Karenzi : pour organisation et incitation au meurtre de Mr. Bucyana Martin, Président de la CDR.

Pour une justice partielle

Un Tribunal International va se mettre en place. C'est le souhait de plusieurs rwandais. Mais les conclusions de ce tribunal ne pourront pas servir à la réconciliation nationale avant que certains préalables ne soient posés car il risque de se mettre au service d'un gouvernement d'une partie de la population et surtout de collaborer avec un Ministre de la Justice, Mr. Alphonse Nkubito, dont l'attitude est considérée par beaucoup comme partielle:

En effet:

a) Mr. Alphonse Nkubito a été Procureur Général à Kigali, avant le 6 avril 1994, au moment où des exactions, des massacres et des attentats étaient commis. Il se retrouve Ministre de la Justice de l'une des parties soupçonnées au même titre que d'autres.

Les résultats des enquêtes menées n'ont jamais été portés à la connaissance du public pour savoir si Mr. Alphonse Nkubito, alors Procureur Général, a eu des blocages dans son travail car pratiquement aucune enquête n'a pu aboutir à l'arrestation des coupables. Du fait qu'il se met à la disposition d'une des parties soupçonnées son impartialité et sa neutralité sont remises en doute.

b) Au début de la reprise des combats et durant la guerre, Mr. Alphonse Nkubito a travaillé avec plusieurs organisations de Droits de l'Homme dont Amnistie Internationale, et plusieurs Organisations Non Gouvernementales. La bonne foi de ces institutions ne peut être mise en doute. Toutefois, plusieurs personnes rencontrées considèrent que des crimes commis par le FPR, l'une des parties en conflit, dont actuellement Mr. Alphonse Nkubito est Ministre de la justice, n'ont pas été portés au public par Amnistie Internationale au même titre que d'autres faits reportés aux moins d'avril, de mai et de juin 1994.

Il est établi que Mr. Alphonse Nkubito était au courant de la plupart de ces crimes. Il est évident dans ces conditions, et avant que la réalité ne soit connue, qu'aucune confiance ne peut être accordée par une grande partie de la population au nouveau Ministre de la Justice du FPR soit comme Ministre d'une Justice de réconciliation ou comme militant impartial des Droits de l'Homme.

La préparation de la guerre:

La victoire militaire a été celle du FPR et de ses alliés et la victoire politique celle des médias. Dans tous les cas, c'est tout le Peuple Rwandais qui a perdu face à une guerre minutieusement préparée et appuyée par des pays plus forts.

C'est dans ce cadre que plusieurs Rwandais demandent qu'une enquête soit menée sur l'utilisation des médias contactés bien avant le 6 avril 1994 dans le cadre de l'étude de communication commanditée quelques mois avant le début de la reprise des combats par Mr. Jean Marie Vianney Ndagijimana, alors Ambassadeur du Rwanda à Paris et actuellement Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement du FPR.

CONCLUSIONS

Ce rapport de mission n'accuse qui que ce soit, il ne reprend que des propos et des impressions retenues auprès de personnes fiables et qui sont disponibles, rencontrées à Bukavu et à Goma : professeurs d'Universités, chercheurs, médecins, militaires, cadres et responsables d'ONG, collaborateurs personnels, chefs d'entreprises, prêtres et hommes d'affaires, paysans, membres de coopératives... à qui la question suivante a été posée: "*Que pouvons nous faire pour le retour rapide des réfugiés et la reconstruction de notre pays ?*" La réponse a été claire :

- 1. Rétablir vite la vérité et les responsabilités.
- 2. Mettre en place un Gouvernement reconnu par la population excluant les personnalités impliquées dans les massacres y compris ceux commis par le FPR.
- 3. Permettre à la population de choisir ses propres dirigeants à partir des communes et des préfectures.
- 4. Juger d'une façon équitable et exemplaire tous les responsables par un tribunal international au nom du peuple et non d'un Gouvernement non reconnu par la majorité de la population.
- 5. Assurer la sécurité militaire par des pays ayant la confiance de la population et non par des troupes désintéressées des Nations Unies.

Une nouvelle classe pacifiste mais néanmoins déterminée se structure et l'armée se réorganise... il est temps de donner la chance au dialogue avant qu'il ne soit encore trop tard, car l'une risque de se mettre à la disposition de l'autre. La population des dirigeants en qui elle a confiance et une armée capable de la défendre.

Aujourd'hui tous réclament qu'une *urgence politique* leur permette de rentrer rapidement et pacifiquement, et appellent au secours avant qu'il ne soit encore une fois trop tard.

"Il n'y aura pas de réconciliation sans la justice et la vérité; on ne bâtira pas la paix sans qu'ait été identifié le mal, dans ses racines profondes; sans que le mal n'ait montré son visage; sans qu'une commission internationale d'enquête ne soit réunie; sans que la justice au Rwanda ne soit à nouveau juste; sans qu'un programme d'élections ne soit mis en place; sans qu'un nouvel Arusha ne soit fêté dans l'allégresse générale" Pax Christi International, Courrier n°27, Juillet 1994